

Décryptage de l'encyclique « Caritas in veritate » L'ode papale à la « bonne » économie

Pourtant saint patron des banquiers et des comptables, l'apôtre Matthieu fustigeait l'argent : « Aucun homme ne peut servir deux maîtres. Car toujours il haïra l'un et aimera l'autre. On ne peut servir à la fois Dieu et Mammon » (Matthieu 6, 24). Deux mille ans plus tard, assis sur le trône de Pierre, Benoît XVI célèbre le ralliement de l'Église catholique à l'économie de marché...

Par Serge Latouche

Août 2010, www.monde-diplomatique.fr

Désormais, l'usage de la « politique de l'oxymore » par les gouvernements occidentaux est systématique (1). L'oxymore, figure de rhétorique consistant à juxtaposer deux notions contraires, permet aux poètes de faire sentir l'indicible et d'exprimer l'inexprimable ; dans la bouche des technocrates, il sert surtout à faire prendre des vessies pour des lanternes. La bureaucratie vaticane n'échappe pas à la règle ; on peut même dire qu'elle l'a inaugurée. L'Église a en effet une très longue pratique des antinomies, depuis les hérétiques brûlés vifs par amour, les croisades et autres « guerres saintes ». Benoît XVI, avec l'encyclique *Caritas in veritate* (« L'amour dans la vérité »), signée le 29 juin 2009, nous en donne un nouvel exemple à propos de l'économie (2).

Aux yeux de certains religieux (Alex Zanotelli, Achille Rossi, Luigi Ciotti, Raimon Panikkar, sans oublier les tenants de la sulfureuse théologie de la libération), ou à ceux d'Ivan Illich ou de Jacques Ellul, la société de croissance apparaît condamnable pour sa perversité intrinsèque, et non en raison d'éventuelles déviations. Cependant, la doctrine vaticanesque n'emprunte pas cette voie. Ni le capitalisme, ni le profit, ni la mondialisation, ni l'exploitation de la nature, ni les exportations de capitaux, ni la finance, ni bien sûr la croissance et le développement n'y sont condamnés en eux-mêmes : leurs « débordements » seuls sont coupables.

Ce qui frappe, c'est la prédominance de la doxa économique sur la doxa évangélique. L'économie, invention moderne par excellence, est posée comme une essence qu'on ne peut questionner. « *La sphère économique n'est pas éthiquement neutre, ni par nature inhumaine et antisociale* » (p. 57). De là, il découle qu'elle peut être bonne, de même que tout ce qu'elle implique. Ainsi, la marchandisation du travail n'est ni dénoncée ni condamnée. On rappelle que Paul VI enseignait que « *tout travailleur est un créateur* » (p. 65). Est-ce vrai pour la caissière de supermarché ? Cela sonne — est-ce un hasard ? — comme l'humour involontaire et sinistre de Staline qui disait : « *Avec le socialisme, même le travail devient plus léger.* »

L'encyclique témoigne d'un développementisme stupéfiant. Le mot « développement » y apparaît 258 fois en 127 petites pages, soit deux fois par page en moyenne. Certes, il s'agit d'un développementisme humaniste : développement « *de chaque personne* », « *personnel* », « *humain* » et « *humain intégral* », « *vraiment humain* », « *authentique* », « *de tout homme et de tous les hommes* », et même « *un authentique développement humain intégral* » (p. 110). Il est assimilé au bien-être social, à « *la solution adéquate aux graves problèmes socio-économiques qui affligent l'humanité* » (p. 7).

Cet enthousiasme n'a pas échappé aux partisans du pape, qui en tirent argument en sa faveur. « *Le "développement humain intégral" est le concept fondamental de toute l'encyclique, utilisé au moins vingt-deux fois pour élargir le concept traditionnel de "dignité humaine"* », souligne

l'universitaire britannique Margaret Archer, membre de l'Académie pontificale des sciences sociales (3).

La délocalisation heureuse

On assiste même à la fétichisation-sacralisation de cette notion : « *Si l'homme (...) n'avait pas une nature destinée à se transcender, (...) on pourrait parler d'augmentation ou d'évolution, et non de développement.* » Le développement des peuples est considéré comme une « *vocation* ».

« *L'Évangile, est-il dit, constitue un élément fondamental du développement* » parce qu'il révèle l'homme à lui-même. Avec, bien sûr, la caution de Paul VI, dont on rappelle l'encyclique *Populorum progressio* de 1967 : « *Les peuples de la faim interpellent aujourd'hui de manière dramatique les peuples de l'opulence* » (p. 24), clin d'œil du pape à la fameuse formule de son prédécesseur : « *Le développement est le nouveau nom de la paix.* »

Contrairement au mot malheureux de Paul VI, cependant, le développement n'est pas le nouveau nom de la paix, mais bien celui de la guerre : guerre pour le pétrole ou pour les ressources naturelles en voie de disparition. Dès l'origine, la croissance et le développement ont été des entreprises agressives : guerre contre la nature, guerre à l'économie de subsistance et à ce qu'Ivan Illich appelle « le vernaculaire ». Bien avant que le président Eisenhower ne dénonce le complexe militaro-industriel, l'industrie de la guerre se reconvertissait en industrie du développement forcé, et réciproquement : les tracteurs remplaçaient les chars, les pesticides les gaz de combat, et les engrais chimiques les explosifs. Au contraire, la voie de la décroissance remettrait la paix et la justice au centre de la société. Mais elle implique une dé-croyance : abolir la foi dans l'économie, renoncer au rituel de la consommation et au culte de l'argent. Non pour retomber dans l'illusion d'une société d'où le mal aurait été définitivement éradiqué, mais pour bricoler une société en tension, qui affronte ses imperfections et ses contradictions tout en se donnant un horizon de bien commun, plutôt qu'en encourageant le déchaînement de l'avidité.

Or, non seulement le pape ne choisit pas cette voie, mais une petite phrase semble bien viser les « objecteurs de croissance » : « *L'idée d'un monde sans développement exprime un manque de foi en l'homme et en Dieu* » (p. 20). Tous les poncifs du développementisme sont assumés : « *Le développement a été et continue d'être un facteur positif qui a sorti de la misère des milliards de personnes et qui, finalement, a donné à beaucoup de pays la possibilité de devenir des acteurs efficaces de la politique internationale* » (p. 30). Une affirmation superficielle probablement empruntée à son « expert », l'économiste Stefano Zamagni. Celui-ci, dans un entretien à la revue *Un mondo possibile*, déclare : « *Même en tenant compte de la croissance de la population, on peut dire que le pourcentage des pauvres absolus est passé de 62 % en 1978 à 29 % en 1998* (4). » On ne sait trop où il a trouvé ces chiffres. Si, effectivement, les rapports de la Banque mondiale font état d'une baisse du pourcentage statistique de la pauvreté absolue (ce qui, de toute façon, ne veut pas dire grand-chose) en raison de l'effet mécanique de la croissance chinoise, il s'agit d'une baisse très modeste, et non d'une baisse aussi spectaculaire, propre à nourrir les fantasmes des développeurs impénitents. Zamagni devrait se souvenir de la leçon de Trilussa : quand on passe de deux poulets pour deux habitants qui en produisent chacun un à quatre produits par un seul, la moyenne passe de un à deux, mais la moitié de la population se trouve appauvrie.

En toute charité chrétienne, il aurait été plus intéressant de retenir qu'en septembre 2008, le directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et

l'alimentation (FAO), M. Jacques Diouf, annonçait que le nombre d'affamés chroniques était passé de 848 millions pour la période 2003-2005 à 923 millions à la fin de 2007. Ou encore, d'évoquer les paradoxes soulevés par la New Economics Foundation : depuis quelques années, cette organisation non gouvernementale britannique établit un « indice de la félicité » (Happy Planet Index) qui renverse tant l'ordre classique du produit national brut par tête que celui de l'indice de développement humain.

Pour Benoît XVI, la mondialisation apparaît comme une bonne chose, de même que le libre-échange. On est proche des positions de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), dont l'ancien directeur, M. Michel Camdessus, fut conseiller de Jean Paul II. Dans un livre intitulé *Notre foi dans ce siècle*, cosigné avec Michel Albert et Jean Boissonnat, M. Camdessus voyait dans la globalisation « l'avènement d'un monde unifié et plus fraternel ». Nos experts chrétiens osaient même affirmer : « La mondialisation est une forme laïcisée de christianisation du monde (5). »

La globalisation serait « le principal moteur pour sortir du sous-développement » (p. 50). Aussi n'y a-t-il « pas de raison de nier qu'un certain capital peut faire du bien, s'il est investi à l'extérieur plutôt que dans l'économie nationale » (p. 64). La délocalisation heureuse ! « Il n'y a pas non plus de raison de nier que les délocalisations, quand elles comprennent des investissements et de la formation, peuvent aider les populations du pays d'accueil » (p. 64).

Conformément à la doctrine de l'OMC, le protectionnisme des riches est condamné. Ce serait même lui qui empêcherait les pays pauvres d'exporter leurs produits et d'accéder aux bienfaits du développement ; bref, qui serait la cause de leur misère. « L'aide principale dont ont besoin les pays en voie de développement est que l'on permette et favorise l'insertion progressive de leurs produits sur les marchés internationaux, afin de rendre possible leur pleine participation à la vie économique internationale » (p. 98).

Pas un mot sur l'injustice et l'immoralité du libre-échange imposé aux pays pauvres ; il suffit de les aider à s'adapter : « Il est bien sûr nécessaire d'aider ces pays à améliorer leurs produits et à mieux les adapter à la demande » (p. 98). Même le tourisme « peut constituer un facteur notable de développement économique et de croissance culturelle » (p. 102). Faut-il comprendre que, s'il n'est pas sexuel, le tourisme organisé est le prolongement des pérégrinations de saint Paul et des apôtres ?

« Ethique » à tous les étages

Grâce à la confusion entretenue par l'idéologie dominante entre « les marchés » et « le marché », c'est-à-dire entre l'échange traditionnel et la logique de l'omnimarchandisation, l'économie du même nom n'est pas non plus condamnée : « La société ne doit pas se protéger du marché comme si le développement de ce dernier impliquait ipso facto la mort des rapports authentiquement humains. »

Quant à la destruction de l'environnement, le problème est certes évoqué, mais rapidement évacué. Il est fait appel in fine à une « gouvernance responsable sur la nature pour la conserver, la mettre à profit et la cultiver également dans les formes nouvelles et avec des technologies avancées de telle sorte qu'elle puisse accueillir dignement et nourrir la population qui l'habite » (p. 84). A la grâce de Dieu et de la technique : c'est un peu court.

Les désastres de l'économie capitaliste ne valent donc pas condamnation de ses agents. Responsables, sans doute, mais pas coupables, si le profit a été extorqué pour le « bon motif ». Comme pour la torture inquisitoriale, la solution de la quadrature du cercle entre la logique économique et l'éthique chrétienne est sans doute dans le « *Que cela soit fait sans haine !* » des manuels des grands inquisiteurs ; sans haine, et même avec amour. L'« économicisation » du monde peut donc se réaliser sous le signe de la charité : c'est la grande réconciliation de Dieu et de Mammon.

La fable des intérêts bien compris qui favorise la manœuvre est, bien sûr, détaillée longuement. « *Il y a une convergence entre la science économique et les valeurs morales. Les coûts humains sont aussi toujours des coûts économiques* » (p. 48). Sauvés ! On peut servir deux maîtres. Et puis tout cela doit baigner dans l'eau bénite des bons sentiments, le *buonismo*, dont l'Italie, sous l'influence du pouvoir temporel de la papauté, s'est fait une spécialité. « *L'économie, en pratique, a besoin de l'éthique pour pouvoir fonctionner correctement* » (p. 75). Comme c'est heureux ! Un appel vigoureux est alors lancé à la « responsabilité sociale » de l'entreprise.

Comme cela risque de ne pas suffire, on introduit en renfort dans les eaux glacées du calcul économique la douce chaleur de la logique du don et du pardon (p. 5) : « *Le principe de la gratuité et la logique du don comme expression de la fraternité peuvent et doivent trouver place à l'intérieur même de l'activité économique normale* » (p. 58). Le secteur du non-profit, le tiers secteur, l'économie civile sont mentionnés et exaltés. « *C'est cette même pluralité des formes institutionnelles d'entreprise qui engendrera un marché tout à la fois plus civil et plus concurrentiel* » (p. 78) : toujours le mythe de la bonne action - bonne affaire. Comme si la concurrence, promue par Bruxelles, n'avait pas déjà réussi au contraire à démanteler ce qui subsistait de l'économie sociale et mutualiste, ainsi qu'une large part du secteur public.

Au final, la condamnation des injustices et de l'immoralité de l'économie mondiale actuelle va plutôt moins loin que celle du G20 de Londres et du président français Nicolas Sarkozy dénonçant les « excès » de la finance et du néolibéralisme et appelant à une moralisation du capitalisme, ou que celle du président américain Barack Obama fustigeant l'obscénité des bonus et des superprofits des banques. A croire que le Grand Inquisiteur de Dostoïevski, dans *Les Frères Karamazov*, avait raison de dire au Christ : « *Va-T-en et ne reviens jamais plus...* »

(1) Bertrand Méheust, *La Politique de l'oxymore*, La Découverte, « Les Empêcheurs de penser en rond », Paris, 2009.

(2) Toutes les citations de l'encyclique se réfèrent à l'édition italienne : Benedetto XVI, *Caritas in veritate*, Libreria Editrice Vaticana, Rome, 2009. La traduction est de l'auteur.

(3) Margaret Archer, « L'enciclica di Benedetto provoca la teoria sociale », *Vita e Pensiero*, n° 5, Milan, septembre-octobre 2009.

(4) « *Caritas in veritate e nuovo ordine economico* », *Un mondo possibile*, Trévise, n° 22, septembre 2009, p. 6.

(5) Michel Albert, Jean Boissonnat et Michel Camdessus, *Notre foi dans le siècle*, Arléa, Paris, 2002.